

Château de Fontainebleau

LETTRE DE CONSULTATION ET DESCRIPTIF TECHNIQUE

Procédure allégée comprise entre 10 000 et 39 999 euros HT

En application de l'article R.2122-8 du code de la commande publique

Pouvoir adjudicateur :

Etablissement Public du Château de Fontainebleau (EPCF)
2 place du Général de Gaulle
77300 FONTAINEBLEAU

Imputation budgétaire : SD2 3 CC 04

Identification du candidat

Nom commercial / dénomination sociale

Adresse

Adresse électronique

Numéro de téléphone

SIRET

Objet

LC18_2025

La présente demande a pour objet la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour la phase Réalisation de la tranche ferme et de la tranche optionnelle de l'opération de restauration des couvertures de l'aile des Ministres

Nota : la phase Conception et la rédaction du PGC de la tranche ferme et de la tranche optionnelle ont déjà été réalisées.

Descriptif technique des prestations

Cette mission a pour but de prévenir les risques en matière de sécurité et de santé résultant de l'intervention simultanée ou successive de plusieurs intervenants et de prévoir l'utilisation de moyens communs lorsque cela s'impose ; elle s'exerce sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage, et sans que cela modifie les responsabilités de chacun des intervenants à l'acte de construire.

1. Étude

Il étudie les documents techniques décrivant le projet et l'organisation générale qui ont été établis par le Maître d'Ouvrage et tous les différents intervenants missionnés.

2. Propositions

Il propose au Maître d'Ouvrage une répartition, entre les différents corps d'état qui auront à intervenir sur l'opération, des obligations relatives à la mise en place et à l'utilisation des moyens communs, tels que protections collectives, appareils de levage, infrastructures, installations de chantier qu'il a défini. Une fois la répartition décidée par le Maître d'Ouvrage, le Coordonnateur en fait mention dans les pièces écrites des entrepreneurs qui auront à intervenir.

Il propose au Maître d'Ouvrage une prise en compte des principes généraux de prévention, que celui-ci doit mettre en oeuvre au même titre que les autres intervenants, au travers des choix architecturaux et techniques ainsi que dans l'organisation des

opérations de chantier, en vue de permettre la planification des tâches qui se dérouleront simultanément ou successivement, et pour faciliter les interventions ultérieures.

3. Élaboration et constitution des documents liés à la coordination Sécurité-Santé

Il actualise le Plan Général de Coordination, élabore le registre-journal et le projet de règlement du CISSCT.

Il constitue le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'ouvrage à partir des choix retenus par le Maître d'Ouvrage.

Il joint le dossier de maintenance transmis par le Maître d'Ouvrage lorsqu'il s'agit de bâtiments à destination de lieux de travail.

4. Passations de consignes

Il assure le passage de consignes et la transmission des documents au Coordonnateur de réalisation lorsqu'il est différent.

5. Assistance

Il assiste le Maître d'Ouvrage dans ses obligations de déclaration préalable et de constitution du CISSCT (si requis).

6. Principes généraux de prévention

Il veille à la mise en œuvre par tous les intervenants des principes généraux de prévention définis au chapitre II de l'article L 4121-2 du Code du Travail.

7. Organisation

Il organise :

- La coordination, entre les différents intervenants (y compris sous-traitants), pour ce qui concerne leurs activités simultanées ou successives,
- Les modalités d'utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales,
- Leur information mutuelle ainsi que l'échange entre eux des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé,

A cet effet, il procède avec chaque entreprise, préalablement à son intervention, à une inspection commune au cours de laquelle sont précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.

8. Plan Général de Coordination

Il tient à jour, adapte et veille à l'application du Plan Général de Coordination, y intègre les PPSPS des entreprises et le remet au Maître d'ouvrage en fin de chantier.

9. Registre-journal

Il tient à jour le registre-journal de la coordination, y consigne :

- Les comptes-rendus des inspections communes,
- L'ensemble des consignes, observations ou notifications effectuées dans le cadre de sa mission ainsi que les visas et réponses correspondants des intéressés,
- Les noms et adresses des entrepreneurs contractants, cocontractants et sous-traitants, la date approximative d'intervention sur le chantier, effectifs et durée d'intervention prévisibles.

Il conserve ce registre durant cinq ans à compter de la date de réception de l'ouvrage.

10. Plans Particuliers de Sécurité et de Santé

Il procède à l'examen des PPSPS établis par les entrepreneurs, communique celui de l'entreprise principale aux autres entrepreneurs et ceux des autres entrepreneurs suivant les demandes qui lui sont faites.

11. Visites de chantier

Il participe aux réunions de chantier organisées par le maître d'œuvre.

Il veille au cours de ses visites :

- A l'application correcte des mesures de coordination définies dans le PGC,
- Et à l'application correcte des procédures de travail qui interfèrent.

12. Dossier d'Intervention Ulérieure de l'Ouvrage

Il complète le cas échéant le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'ouvrage et le transmet au Maître d'Ouvrage lorsqu'il a reçu tous les documents en provenance des différents intervenants.

13. C.I.S.S.C.T. pour les opérations de catégorie 1

Il préside et convoque le Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail.

Il rédige les procès-verbaux des réunions de CISSCT qu'il transmet aux intervenants et les consignes dans un registre, à disposition de ses membres sur le site.

14. Cas de chantiers dans le périmètre d'un établissement en activité

Pour les chantiers situés à l'intérieur du périmètre d'un établissement en activité, le Coordonnateur procède avec le Chef d'Établissement ou son représentant, avant le commencement des travaux, à une inspection commune en vue de visualiser les limites du chantier, les voies d'accès et consigne les informations fournies par le Chef d'Établissement sur les zones qui présentent des risques spécifiques pour le personnel des entreprises intervenantes, du fait des activités d'exploitation.

Lieu et durée du contrat - délai d'exécution

Les prestations seront exécutées au château de Fontainebleau

Le marché est conclu pour une durée de quatre (4) ans.

Le délai prévisionnel d'exécution des prestations est de :

- Tranche ferme 22 mois
- Tranche optionnelle 20 mois

Dont une superposition prévisionnelle des tranches TF et TO de 8 mois

Variantes

Les variantes sont autorisées : ~~oui~~ non

Contact et remise des offres

Les éventuelles demandes de renseignements complémentaires, et les offres devront être déposées impérativement sur la plateforme de dématérialisation de l'établissement :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Une copie de sauvegarde pourra être envoyée à l'adresse suivante :

juridique@chateaufontainebleau.fr

Contenu de l'offre

L'ensemble des documents doivent être rédigés en langue française et les prix exprimés en euros

Les candidats transmettent dans le cadre de leur offre :

- la présente lettre de consultation datée et signée valant acceptation des conditions particulières d'achat de l'EPCF jointes,
- l'offre de prix détaillée, faisant apparaître pour chacune des missions décrites ci-dessus :
 - Le nombre total d'heures dédiées au chantier par mois
 - La répartition des heures : sur site ou en agence
- Une liste de référence de chantier équivalent (en nature et en prix), en particulier sur des monuments historiques, le cas échéant il fournira des attestations de maîtrise d'ouvrage.

Date limite de réponse : le jeudi 11 décembre 2025 à 12h00

Critères d'attribution du marché

- Prix : 60% au regard du montant total des prestations sur la durée totale prévisionnelle d'exécution
- Temps dédié aux missions (en heure par mois) : 40% au regard de la répartition du temps par mission (20 points) et de la cohérence du total d'heures mensuelles (20 points)

Méthode du temps dédié aux missions :

Pourcentage applicable	Nombre de points par rapport au	Qualité de la proposition
------------------------	---------------------------------	---------------------------

	sous-critère	
0	(Pourcentage applicable x nbr de points fixés pour le sous-critère correspondant) / 100	Absence d'information ou informations sans rapport avec la demande
20		Informations très insuffisantes, trop générales et/ou inadaptées ne permettant pas de juger de la qualité de la proposition
40		Informations moyennement satisfaisantes dans la globalité mais qui ne répondent pas de manière spécifique et détaillée aux attentes.
60		Informations satisfaisantes permettant de juger de la qualité de la proposition et qui correspond aux attentes
80		Informations très satisfaisantes permettant de juger de la qualité de la proposition et qui correspond aux attentes
100		Informations très satisfaisantes permettant de juger de la qualité de la proposition qui correspond aux attentes et apporte des précisions complémentaires constituant une plus-value significative

Méthode de notation du critère Prix :

Le critère Prix de l'offre sera noté sur 60 points au regard du montant global figurant à la décomposition globale et forfaitaire du prix.

L'offre proposant le prix le plus bas se verra attribuer le maximum de 60 points sauf si ce prix est anormalement bas. Toute offre qui présentera un prix double ou supérieur au double de l'offre la moins disante obtiendra 0 (zéro) point, les notes ne peuvent pas être négatives. La formule pour l'attribution des points aux candidats est la suivante :

$$\text{Note } n = 60 \times (2 - (\text{Prix } n / \text{Prix md}))$$

Dans laquelle :

Note n = note du prix proposé par le candidat n

Prix n = prix proposé à la DPGF par le candidat n

Prix md = prix proposé à la DPGF par le candidat le moins disant ;

L'EPCF se réserve la possibilité de négocier ou d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Conditions et délai de paiement

Par mandat administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture sur Chorus-Pro ou du service fait. Le service est considéré fait dès lors que l'ensemble des prestations a été exécuté ou réceptionné.

Prix de l'offre

Les prestations sont exécutées pour un montant maximum de (s'il s'agit d'un marché à bon de commande) :

Montant HT : 39 000 €

Taux de TVA applicable : 20%

Montant TTC : 46 800 €

Les prestations sont exécutées au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, aux prix unitaires indiqués ci-dessous :

Désignation	Nbr d'heures par mois Sur site	Nbr d'heures par mois En agence	Unité	Prix Unitaire HT (pour 1 mois)	TVA	Prix unitaires TTC
Tranche Ferme			1 mois		20%	
Tranche Optionnelle			1 mois		20%	
Tranche Ferme et Tranche Optionnelle en simultané			1 mois		20%	

Les prestations seront exécutées aux conditions financières ci-dessus éventuellement détaillées dans une annexe contractuelle.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois m0 fixé à la date de remise des offres.

Les prix sont révisibles annuellement à la date anniversaire de la notification par application de la formule suivante :

$$C = 0,15 + 0,85 \frac{Im}{I0}$$

Dans laquelle I0 et Im sont les valeurs prises par l'index ingénierie respectivement au mois m0 (mois d'origine) et au mois m (mois de révision).

Ce mois m est l'index du mois au cours duquel les prestations relatives à l'élément sont remises au Pouvoir Adjudicateur.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le Pouvoir Adjudicateur doit procéder au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue. Le Pouvoir Adjudicateur procédera à la révision définitive dès que les index seront publiés.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Les prix du marché sont révisés à chaque date anniversaire (mois M0).

Les prix ainsi révisés sont fermes et invariables pendant la période concernée. Les propositions de révision des prix sont remises obligatoirement au plus tard 3 mois avant la fin de la période considérée. Passé ce délai, les prix de la période précédente demeurent applicables.

Les prestations sont payées :

- ☐ mensuellement
- ☒ trimestriellement
- ☐ semestriellement
- ☐ annuellement
- ☐ à la fin des prestations
- ☐ pour chaque bon de commande, à compter de la date de réception de la facture correspondante au bon de commande et après constatation du service fait.
- ☐ autres conditions :

Pièces exigées du titulaire

Avant tout commencement d'exécution et dans un délai maximum de 7 jours à compter de la décision d'attribution du marché, le titulaire devra produire :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de 6 mois (article D 8222-5-1°-a du code du travail) ;
- Une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (article D 8222-5-1°-b du code du travail) ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites ou l'état annuel des certificats reçus ;

Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D 8222-5-2° du code du travail) :

- ☑ Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois ;
- ☑ Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM ;
- ☑ Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- ☑ Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription ;
- Un RIB ;

- Une attestation d'assurance responsabilité civile, précisant la nature et le montant des garanties souscrites ;
- Une liste mentionnant les informations visées par l'article D. 8254-2 du Code du travail si l'entreprise emploie des travailleurs de nationalité étrangère (date d'embauche du travailleur, nationalité, type et numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail) ou une déclaration attestant que l'entreprise n'emploie pas de salariés de nationalité étrangère.

Annexes

1. Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) ;
2. L'estimation phase PRO ;
3. Les diagnostics amiante et plomb avant travaux ;
4. Le DIUO (phase conception) ;
5. Le PGCSPPS (phase conception)

Engagement du candidat

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature (<i>porter la mention manuscrite lu et approuvé</i>)

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente, le cas échéant, il joint les pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société.

La signature de la présente consultation vaut acceptation de nos conditions particulières d'achat jointes, des conditions du CCAG applicable et se substitue à toutes autres conditions générales de vente du titulaire.

Les clauses particulières figurant dans la présente lettre de consultation et ses annexes prévalent sur toutes autres clauses générales.

Acceptation de l'offre par le pouvoir adjudicateur

La présente offre est acceptée pour valoir marché.

Les pièces exigées à la remise de l'offre sont contractuelles.

L'acceptation de l'offre par le pouvoir adjudicateur vaut décision de l'attribution du marché.

La commande ainsi que la copie de la présente lettre de consultation signée du pouvoir adjudicateur seront notifiées au candidat retenu.

A Fontainebleau, le

Anne Mény-Horn
Administratrice générale

.....

CONDITIONS PARTICULIERES D'ACHAT DE L'EPCF

1- Champ d'application

Les conditions particulières de l'EPCF sont applicables aux achats de fournitures, de services et de travaux.

Elles se substituent aux conditions générales ou particulières de vente figurant dans les documents du fournisseur.

Elles sont complétées par les Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables à raison de la nature des prestations à savoir :

- CCAG Fournitures courantes et Services
- CCAG Travaux
- CCAG Prestations Intellectuelles
- CCAG Maîtrise d'œuvre
- CCAG TIC
- CCAG Marchés industriels.

Tous sont consultables sur le site www.legifrance.gouv.fr

2- Dispositions d'ordre public

Le fournisseur et le cas échéant ses éventuels sous-traitants, sont soumis dans l'exécution du présent marché aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail.

Le fournisseur doit être en règle au regard de ses obligations fiscales et sociales pendant toute la durée d'exécution du marché.

A cet effet, il produira tous les 6 mois les documents mentionnés à l'article D.8222-5 du code du travail.

3- Sous-traitance

Le fournisseur peut sous-traiter une partie de ses prestations dans les conditions définies à l'article L 2193-1 à L2193-14 et R 2193-1 à R 2193-22 du code de la commande publique.

Le sous-traitant doit obligatoirement avoir été accepté et ses conditions de paiement agréées par l'EPCF sous peine de résiliation du marché.

4- Pièces constitutives

Sont constitutives du marché et rendues contractuelles la lettre de consultation, les bons de commande et devis éventuels, l'ensemble des pièces exigées du candidat au titre de la remise de l'offre, les clauses du CCAG applicable en raison de la nature des prestations ainsi que les présentes conditions particulières d'achat.

Toute clause portée dans toute documentation propre au titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives est réputée non écrite

5- Confidentialité

Le fournisseur est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et de ses éventuels sous-traitants, au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour ce qui concerne l'intégralité des faits, informations, études, données, illustrations dont il a ou aura eu connaissance au cours de l'exécution du marché.

A ce titre, il est tenu au respect de la législation en vigueur en matière de protection des données personnelles et à la mise en œuvre d'un niveau de protection adéquat de nature à en garantir l'intégrité et la sécurité.

6- Assurances

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification et avant tout commencement d'exécution, le fournisseur et ses éventuels sous-traitants doit justifier qu'il est couvert par une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard de l'EPCF et des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par et pendant l'exécution des prestations.

7- Démarrage des prestations

La commande est notifiée au fournisseur par mail. Les parties reconnaissent la valeur juridique des envois par courriel et fax.

La réception de la commande et de la copie de la lettre de consultation valant marché vaut ordre d'exécution des prestations dans les délais figurant sur les pièces constitutives.

8- Stockage, livraison et admission

Le stockage des fournitures et services est assuré par le seul fournisseur.

La livraison est effectuée franco de port et d'emballage aux seuls frais et risques du fournisseur selon les modalités prévues dans l'offre du candidat ou dans les devis détaillés en annexes.

L'admission des prestations de fournitures ou services est prononcée à l'issue des opérations de vérifications menées conformément aux dispositions du CCAG applicable.

S'agissant des travaux, l'ensemble des opérations nécessaires à la réalisation, la réception et la garantie des ouvrages se fait dans les conditions prévues au CCAG Travaux.

9- Propriété intellectuelle des résultats

Pour les prestations d'étude, réflexion, conception, conseil ou expertise, la production de rapports, préconisations, diagnostics ou tout autre document de résultat, qu'il soit physique, numérique ou dématérialisé, donne lieu à la cession pleine et entière de l'intégralité des droits de propriété intellectuelle des droits qui y sont attachés au commanditaire.

Cette cession vaut pour tous types de support de reproduction et diffusion, pour le monde entier.

L'utilisation des résultats par le prestataire devra faire l'objet d'une autorisation expresse préalable sur demande écrite du prestataire.

10- Pénalités de retard

Par dérogation aux CCAG, le non-respect des délais entraîne sans mise en demeure préalable l'application de pénalités d'un montant forfaitaire de 50 € TTC par jour calendaire de retard.

11- Prix, facturation et modalités de paiement

Les prix sont fermes et non révisables pour les seuls marchés d'une durée inférieure ou égale à un (1) an.

La facture devra comporter outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier,
- le numéro de commande,

CONDITIONS PARTICULIERES D'ACHAT DE L'EPCF

- l'objet du marché,
- le détail des prestations réalisées
- le montant des prestations admises, établi conformément aux dispositions du marché HT,
- Rabais, remises, ristournes acquis et chiffrables lors du marché et directement
- liés au marché,
- le montant total TTC des prestations livrées et exécutées,
- la date de facturation.

Un désaccord ne saurait en aucun cas constituer un obstacle à la réalisation des prestations par le titulaire.

Les factures sont dématérialisées et déposées sur la plateforme Chorus pro.

Le paiement des acomptes éventuels s'effectue dans les conditions définies dans la lettre de consultation.

12- Délai global de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture sous réserve du service fait et du respect des mentions exigées à l'article 10 des présentes conditions particulières d'achat.

13- Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement. Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux des intérêts moratoires sera égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

14-Résiliation

L'EPCF peut à tout moment procéder à la résiliation de plein droit, pour un motif d'intérêt général, ou en cas d'inexécution, de défaillance ou de non-respect d'une ou plusieurs clauses d'une pièce constitutive.

La résiliation intervient dans un délai de 10 jour calendaire à compter de la notification de la décision de résilier.

15-Litiges

Tout litige doit faire l'objet d'un règlement à l'amiable.

Dans le cas où aucun accord ne serait trouvé, le Tribunal compétent est :

Tribunal administratif de Melun
43, rue du Général de Gaulle
Case postale n° 8630
77008 Melun Cedex
Téléphone : 01 60 56 66 30